



L'urbanisme alternatif

Des laboratoires d'expérimentation aux modèles standards

Coordonnateurs : Common.Langage, Nicolas Monnot (Fr) et Monica Berri (Fr, Esp, It)

Groupe de travail : Diane Devau (Fr), Collectif esPASces POSSIBLES ? (Fr)

Participants : Collectif Tadaa (Fr)

Dans de nombreux territoires métropolitains, nous voyons se multiplier des actions de réappropriations d'espaces vacants : anciens ports, friches industrielles, bâtiments publics abandonnés, anciennes gares, bureaux délaissés... autant de bâtiments que la financiarisation de l'économie a conduit à désertifier à partir des années 1970-1980. Ces « espèces d'espaces¹ » trouvent aujourd'hui une nouvelle jeunesse à travers des expérimentations favorisant la rencontre de différents usages, avant qu'ils ne soient définitivement réhabilités ou démolis puis reconstruits. Ces démarches d'aménagement urbain et de réappropriation, souvent portées par de jeunes collectifs d'architectes et d'urbanistes revendiquant une pratique « alternative » de la conception urbaine, font aujourd'hui florès, notamment du fait de l'intérêt que leur accordent les acteurs politiques et médiatiques. Dans quelle mesure ces actions présentées comme inédites seraient-elles en réalité standardisées, de par leurs formes urbaines et leurs effets produits sur les territoires dans lesquels elles sont pratiquées ?

Issu de l'ancien français étendard, le terme « standard » a connu de nombreuses acceptions avant de glisser sémantiquement dans le sens d'un objet ou d'un phénomène normalisé qui aurait succombé au joug de la banalité. Le terme alternatif, quant à lui, provient du latin *alter* (autre) accolé au suffixe *nus*, et désigne le fait d'alterner, de faire une chose après l'autre, compte tenu que cette autre chose diffère de la première. L'urbanisme « alternatif » serait-il alors un étendard dont la visibilité accrue confisque ce pour quoi il lutte et ce vers quoi il tend ?

Peut-on parler d'un référent urbain alternatif ? Cet oxymore dissimulé interpelle quant aux pratiques et aux discours des acteurs de la fabrique de la ville qui

expérimentent d'autres manières de faire, notamment dans des lieux en marge qui reprennent vie de manière temporaire. S'interroger sur la ville standardisée suppose d'analyser l'épistémè sous-jacente à la fabrique urbaine et d'appréhender les tensions qui peuvent exister lors du passage du laboratoire au modèle.

L'urbanisme « alternatif » : essor d'une nouvelle figure de style

Récurrence des formes urbaines significatives de nouveaux usages

Ouishare Fest, fête des Grands Voisins, fête du 6B, collectif Fête la friche, Kiosk Fest, fêtes de quartier, apéros citoyens, les pratiques urbaines alternatives se nourrissent de festivités qui semblent composer une grammaire urbaine, au travers d'une matérialité qui se caractérise par l'utilisation de palettes pour construire du mobilier urbain, le réemploi d'objets et de textiles usés pour créer des jeux à échelle 1, des structures tubulaires formant échafaudage ou des structures légères en bois formant des cabanes, des fresques artistiques pour colorer les façades ternes de bâtiments désaffectés qui portent en elles les cicatrices du passé, des toiles blanches tirées le temps d'une projection en plein air, ou encore des jardins potagers créateurs de liens de solidarité.

Cette esthétique de l'événementiel culturel semble être le nœud central de la formation de modèles, au regard de ces lieux parisiens en vogue tels que le 6b ou les Grands Voisins, le 59, rue de Rivoli, le Doc ou bien Les Frigos, que l'on tend à regrouper sous l'appellation commune d'espaces culturels d'« initiative citoyenne ». Cités dans le dernier numéro de la revue numérique *Beaux Arts* comme les « huit lieux de création et de vie qui électrisent

1. Georges Perec, *Espèces d'espaces*, Éditions Galilée, 1974.

Les *Annales de la recherche urbaine* n°113, 2019, pp. 208-219,
© MTES, MCTRCT, Puca.



LE 6B, CYBERCEB

La plage du 6B devenu le hot spot estival de la ville de Saint-Denis. Le 6B est un ancien bâtiment industriel Alstom de 7 000 m² reconverti en lieu culturel autogéré à visée « Grand Parisienne »

le Grand Paris », ces lieux alternatifs y bourgeonnent sous des formes diverses et variées permettant une mixité d'usages, que cela soit pour « voir des expos, danser, buller, chiner ou même prendre un cours de cuisine² ».

De manière concomitante fleurissent des concours d'un nouveau genre, se voulant plus ouverts et transdisciplinaires, et que certaines collectivités, telle que la Mairie de Paris, ont généralisé. « Réinventer Paris 1 », « Réinventer Paris 2 », « Réinventer la Seine », « Réinventer les souterrains », suivi de « Inventons la métropole » 1 et 2 par la Métropole du Grand Paris, sont des appels à projets³ « innovants » devenus des références en matière de développement territorial pour faire « émerger des espaces de convivialité mutualisés ; [transformant] les manières de travailler, grâce au *coworking*, au télétravail, aux incubateurs d'un type nouveau ; [et] les manières de commencer enfin, à travers les *showrooms* partagés, *fablabs* et magasins éphémères⁴ ».

Ainsi, la communication associée à la (re)valorisation de lieux autrefois déconsidérés devient un champ d'action à part entière pour les aménageurs et les propriétaires fonciers, en ce qu'elle faciliterait la transformation urbaine et sociale du secteur concerné. Cette légitimation s'accompagne ainsi d'un « vocabulaire technique d'urbanistes et de professionnels de l'animation culturelle. L'«occupation

éphémère» devient elle-même une sorte de spécialité de la gestion d'actifs immobiliers. SNCF Immobilier a même trouvé une expression pour désigner cette nouvelle activité entre animation culturelle et festive, travail de mémoire patrimoniale, promotion de marque et expérimentation urbaine : l'urbanisme transitoire⁵ ».

Pourtant loin d'être une nouveauté, l'urbanisme transitoire puise ses racines dans des occupations temporaires de sites vacants souvent réalisées dans l'illégalité, les occupants ne disposant d'aucun titre de propriété. Si l'occupation de terrains vagues et anciennes usines désaffectées par des artistes militants et issus de la contre-culture a cristallisé les représentations négatives de ces

pratiques considérées comme une menace à la tranquillité publique et de ces acteurs qualifiés de « squatteurs⁶ », un changement d'attitude semble aujourd'hui s'opérer de la part des autorités publiques et des propriétaires privés, qui voient la présence temporaire de collectifs animant le lieu comme un levier de reconquête urbaine⁷.

Entre optimisation foncière, comme le karting sur l'île de Nantes, baptisée Creative Factory où ont été installés sous une halle vouée à la démolition des espaces de travail pour les entrepreneurs créatifs et les projets citoyens qui se revendiquent participatifs, l'urbanisme alternatif viendrait renouveler les modes de gestion et de production urbaine. Municipalités, propriétaires, artistes et entrepreneurs, associations, riverains, publics des scènes culturelles et artistiques, chacun de ses acteurs porte des intérêts qui lui sont propres. Pour les propriétaires, l'occupation temporaire de son patrimoine permet d'éviter les dégradations, de sécuriser le site et de réduire les frais de portage et relatifs à la sécurisation et au gardiennage. À titre d'exemple, ces frais peuvent atteindre 15 000 euros par mois à Paris⁸. Les associations et les entrepreneurs accèdent ainsi à des locaux dont le marché les excluait auparavant, avec la possibilité d'innover, dès lors que les contraintes de rentabilité s'exercent moins fortement avec des loyers minorés

2. Louise Vanoni, (2017), « 8 lieux de création et de vie qui électrisent le Grand Paris », Beauxarts.com, [en ligne] www.beauxarts.com/guide/8-lieux-de-creation-et-de-vie-qui-electrisent-le-grand-paris

3. Missika Jean-Louis, adjoint à la Mairie de Paris chargé de l'urbanisme, (2016), dossier de presse « Appel à projets innovants », [en ligne] www.reinventer.paris/fr/home

4. Pour une analyse de ces appels à projets urbains innovants, voire le dossier de la revue *Métropolitiques* intitulé « La production urbaine en chantier : héritages, enjeux et perspectives des appels à projets innovants » coordonné par Daniel Behar, Emmanuel Bellanger et Aurélien Delpirou.

5. Jean-Laurent Cassely, (2017), « Ground Control : pour la SNCF, la nouvelle vie du rail passe par les hipsters », *Slate*, [en ligne] www.slate.fr/story/125754/sncf-nouvelle-vie-du-rail-hipsters

6. Cécile Péchu, (2010), *Les squats*, publications de Presse de Sciences Po (Contester).

7. Elsa Vivant, (2007), « Sécurisation, pacification, animation. L'instrumentalisation des scènes culturelles off dans les politiques urbaines (enquête) », *Terrains & travaux*, 2007/2, n°13, pp. 169-188.

8. Cécile Diguët et Pauline Zeiger, (2017), « Urbanisme transitoire : aménager autrement », IAU-IDF, n°741.

Underground : la station « fantôme » Croix-Rouge à Paris, sur la ligne 10 du métro lors de l'exposition L'Enfer de la Bibliothèque, 2008. Un des sites proposés par le concours « Réinventer les souterrains »



VINCENT DESJARDINS

qui diffèrent des baux 3-6-9⁹. Pour les collectivités et les aménageurs, ces espaces constituent un véritable levier d'attractivité et de valorisation de l'image du site ou du quartier. Au moyen d'une offre culturelle et événementielle diversifiée s'opère une reconquête symbolique qui précède une reconquête immobilière¹⁰. *The last but not least*, s'ajoutent à la liste les figures émergentes des collectifs, qui endossent le rôle de tiers de confiance et de professionnels de la gestion temporaire.

À l'interstice spatiotemporel entre la désaffection et la réaffectation d'un site au cours du processus de transformation, nombres de collectifs d'architectes, ingénieurs, urbanistes se spécialisent empiriquement dans la gestion transitoire et tentent de mettre en place des outils de démocratie participative en faveur d'un aménagement urbain pensé avec les habitants. En les intégrant dans le processus et n'envisageant pas leur rôle et leur place seulement une fois les travaux réalisés, l'urbanisme temporaire

tel que pensé par ces acteurs émergents est supposé créer les conditions permettant l'expression d'un pouvoir d'agir et de réappropriation du cadre de vie.

Portrait de ces nouveaux acteurs de la fabrique urbaine : le collectif comme identité

Loin d'être monolithique, le visage de ces nouveaux acteurs de ce que l'on appelle l'urbanisme alternatif laisse entrevoir des traits communs permettant de dresser un portrait idéal-typique. Face à l'émergence nouvelle de pratiques mues par la notion de « faire ensemble », dépassant largement ces seuls acteurs engagés, il est possible de discerner un ethos¹¹ professionnel propre à ces collectifs.

Ces nouveaux acteurs sont jeunes, diplômés des écoles d'architecture, d'urbanisme, d'ingénieur, de graphisme... La formation d'un collectif suit en très grande majorité le même processus : au sortir des études, diplôme en poche, un groupe d'amis choisit de travailler ensemble, hors des structures traditionnelles. Ils sont parfois en quête de sens face à la crise de professionnalité des concepteurs, avec la volonté d'expérimenter concrètement l'ensemble des

9. « Un bail commercial, ou bail 3/6/9 porte obligatoirement sur des locaux à usage commercial ou artisanal. Les locataires signataires d'un bail commercial sont donc les commerçants, chefs d'entreprise, artisans. Donc le statut du bail commercial ne peut s'appliquer à un locataire non commerçant même si le local a lui-même un caractère commercial », site Bureau-Paris.fr, [en ligne] www.bureau-paris.fr/article.php?id=16

10. Elsa Vivant, (2007), *op. cit.*

11. « L'ethos professionnel constitue un dénominateur commun à un ensemble d'individus pratiquant une activité similaire qui se reconnaissent et sont reconnus comme membres d'un groupe professionnel », Bernard Fusulier, (2011), « Le concept d'ethos », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 42-1, 2011, pp. 97-109.

National Parking Day, Minneapolis, États-Unis, 2008



SV JOHNSON, LICENCE CREATIVE COMMONS

savoirs accumulés pendant leurs études et donc de « faire travailler la tête et les jambes ». Leur pratique traverse les disciplines. Ils sont un jour concepteur, l'autre cuisinier, puis médiateur, un autre jour constructeur ou encore sociologue... Souvent, ils utilisent une approche artistique inspirée des arts de rue comme moyen de médiation : l'adaptation à un contexte, la mise en récit, la création de situations, la mise en scène par la scénographie, le recours à la fiction pour projeter une action... Ayant grandi à l'ère des technologies de l'information et de la communication, ces collectifs ont appris à communiquer sur leurs actions au travers de différents canaux physiques et/ou numériques (notamment Instagram, Facebook, Twitter). Des photos d'un chantier, de réalisations, de fêtes souvent teintées d'humour publiées en ligne doivent permettre d'atteindre un plus large public. Ce savoir-faire récréatif combiné à une légitimité validée par l'obtention du diplôme a permis à plusieurs collectifs de négocier avec des propriétaires fonciers publics et privés pour gérer leurs biens. En échange d'un faible investissement, ils peuvent investir les lieux pour une période n'excédant pas trois ans dans la majorité des cas. Le temps pour le propriétaire de réaliser les études de travaux, d'obtenir le permis de

construire, et de vendre les biens aux acquéreurs. Pour les collectifs, c'est l'opportunité, sur un espace délaissé, d'expérimenter et ouvrir le champ des possibles loin des injonctions des commanditaires bridant leur imaginaire. Ils peuvent ainsi expérimenter concrètement et localement les savoir-faire accumulés pendant leurs études et explorer les ressources locales pour un projet singulier dans lequel ils auront injecté une importante dose d'ingéniosité et de *DIY* (*do it yourself*, faire par soi-même). Par l'organisation de chantiers ouverts au public, les collectifs souhaitent, pour un temps, mettre tout le monde autour d'un même objet sans distinction de hiérarchie et ainsi révéler les capacités de chacun. En quête d'utilité sociale, ces acteurs sont concernés « non par "l'architecture" ni par "l'aménagement du territoire", mais par la création de l'environnement à tous les niveaux (...). L'idée qui [les] guide est la suivante : une société totalement ouverte, non hiérarchique, coopérative, à laquelle nous serions tous associés sur la base d'une participation totale et d'une confiance complète ». Conjuguant outils pédagogiques et participation démocratique, ces « militants urbains » proposent des méthodes de coproduction avec le public afin de de « dessiner les contours de modèles d'action

qui, bien que marginaux, participent au changement des valeurs traditionnelles du champ de l'architecture¹² ». Les dynamiques sous-jacentes aux collectifs sont donc guidées par la logique de *co-sharing* (co-location, *co-working*, co-(l)laboration, *co-lunching*, co-voiturage, *co-living*).

L'urbanisme temporaire a des liens de parenté avec l'urbanisme tactique, un mouvement né sous l'impulsion d'un collectif d'artistes de San Francisco, Rebar, ayant effectué une intervention urbaine spontanée avec pour finalité la réappropriation par les citoyens de l'espace public par des activités festives et ludiques, telles que l'occupation d'une place de stationnement transformée en table de pique-nique, ou la réalisation de microarchitectures sur des places publiques.

Popularisé en 2010 par Mike Lydon, auteur de *Tactical Urbanism – Short term action – long terme change*¹³, ce mouvement revendique l'usage de la ville comme un véritable laboratoire d'expérimentation. De même, le temporaire oblige à être dans le faire, à tester des idées, et ainsi réduire les risques d'erreur pour les opérations futures. Le processus compte donc tout autant que le résultat, et celui-ci passe par un travail d'animation de l'espace pour faciliter les échanges d'idées, dont les collectifs en sont les activateurs.

Ces dernières années ont été marquées par la reconnaissance progressive de ces collectifs pratiquant un urbanisme alternatif par les gestionnaires métropolitains. Mais le cadre de la commande publique pousse les collectifs à se normaliser. Pensant s'être extraits des contraintes procédurales, ils reviennent dans le carcan traditionnel de la maîtrise d'œuvre¹⁴.

Cette reconnaissance progressive des collectifs par les acteurs institutionnels a pour corollaire une atténuation, voire une disparition de tout message politique, d'une part, car revendiquer haut et fort le même message atténue la richesse de la diversité des personnalités, et d'autre part, car ils ne souhaitent pas être discrédités ni « catalogués » par leurs principaux employeurs, les collectivités. Surtout ne pas faire de politique et se cantonner au domaine de l'animation, de la communication et de la création... tel serait le visage léonin du marketing territorial.

Ainsi, l'urbanisme qui est souvent qualifié d'alternatif peut-il s'appréhender comme une figure de style, au sens où ces opérations de transformations constitueraient un

simple habillage rhétorique au service de tendances urbanistiques dominantes ?

L'urbanisme « alternatif » comme étendard des villes hypermodernes

Du laboratoire au modèle : l'exemple des Grands Voisins

L'urbanisme alternatif intrigue à l'orée de ce XXI^e siècle, alors que précisément la ville se cherche de nouvelles fonctions, usages, solidarités, modèles économiques. Ces métamorphoses urbaines sont itératives et multiscalaires, car elles transcendent le périmètre du site valorisé pour renforcer l'attractivité du territoire auprès notamment de la « classe créative¹⁵ ». Ce concept élaboré par Richard Florida énonce l'existence d'un lien entre le développement économique d'un territoire, dont la pierre angulaire serait la concentration d'une catégorie socioprofessionnelle considérée comme créative, à même d'insuffler les conditions de réalisation de l'innovation.

Le projet des Grands Voisins est aujourd'hui invoqué comme modèle d'exemplarité en matière de transformation urbaine et fait briller la vitrine de Paris à l'échelle européenne. Au 74, avenue Denfert Rochereau, dans le 14^e arrondissement de Paris, l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, appartenant à l'AP-HP est en grande partie désaffecté depuis la fin de l'année 2011. L'année suivante, certains espaces sont partiellement réutilisés par l'association Aurore en tant que centre d'hébergement d'urgence. La fermeture de ce site de 3 hectares prévue en 2014 préoccupe ces nouveaux occupants, qui loin de se laisser résigner, font le pari de le réaménager. Avec l'appui de la mairie du 14^e arrondissement, un partenariat avec Plateau Urbain, en charge d'assurer la mixité des structures et avec Yes We Camp, en charge de l'animation culturelle et de la requalification des espaces extérieurs, rend officielle l'ouverture des lieux en octobre 2015. Au total, 140 structures s'y sont installées et près de 2 000 personnes font vivre cette colocation d'usages dont 600 âmes qui habitent dans ce qui devient ensuite un écoquartier, à la fin de la convention qui lie les porteurs du projet, entré dans sa phase 2, à la Ville de Paris, mi-2020¹⁶.

Les Grands Voisins étayent cette stratégie de marketing territorial axée sur la « customisation » d'un ancien établissement hospitalier désaffecté. Forte de ce qui fût reconnu comme un succès et pour se positionner comme référence en matière de reconversion de friches, la Ville de Paris réfléchit actuellement à la rédaction d'une charte

12. Élise Macaire, (2010), *L'architecture à l'épreuve de nouvelles pratiques : recompositions professionnelles et démocratisation culturelle*, thèse de doctorat, laboratoire Espaces travail.

13. Mike Lydon, Anthony Garcia, (2015), *Tactical Urbanism – Short term action – long terme change*, Island Press.

14. Sur le long terme, la précarité économique couplée à un mode de vie communautaire parfois étouffant peuvent entraîner la dissolution du collectif. Les membres sont prêts à s'investir de manière très importante en retour de faibles revenus. Rares sont les collectifs qui arrivent à salarier leurs membres au-dessus du Smic.

15. Richard Florida, (2002), *The rise of creative class. And how it's transforming world, leisure and everyday life*, Basic Books.

16. <http://lesgrandsvoisins.org>

de bons usages¹⁷ pour systématiser ces nouvelles modalités de production urbaine.

Or, la fermeture annoncée des Grands Voisins à la fin de l'année 2020 avec le maintien du projet d'écoquartier Saint-Vincent-de-Paul démontre que l'urbanisme temporaire doit encore affronter un urbanisme traditionnel marqué par le sceau de la « durabilité » et pris en étau par cette addiction à la rentabilité. Alors, qu'en sera-t-il de l'acceptabilité du projet d'écoquartier par les usagers des Grands Voisins et ses riverains ? Quelle viabilité des activités menées par les associations et les entreprises installées qui vont devoir s'implanter ailleurs lorsque les débuts des travaux auront commencé ? Quid d'un urbanisme à durée déterminée ?

Standardiser viendrait à figer un processus par essence dynamique, qui évolue pour s'adapter à des contextes variés, et ainsi assumer l'incertitude en tenant compte de la mutabilité, de la réversibilité des espaces occupés. Les premiers retours d'expérience de ces initiatives urbaines alternatives révèlent plusieurs limites, dont notamment la difficulté à trouver un équilibre, notamment économique, pour ces collectifs. Alors que les propriétaires jouissent d'une revalorisation symbolique et économique de leur bien, les occupants peinent à pérenniser les financements, d'autant plus que la durée du projet est incertaine. La précarité s'aperçoit alors comme le corollaire de l'urbanisme temporaire. La vétusté du bâti et les besoins de mise aux normes entaillent profondément le budget, et bien que les collectifs diversifient les recettes (demande de subventions auprès des différents échelons territoriaux, cotisations des occupants, location des espaces, ouverture d'un bar), ces derniers ne parviennent pas pour l'heure à trouver un modèle économique leur assurant une relative stabilité. Malgré le temps passé à l'animation et à la programmation du site, ces acteurs ne bénéficient d'aucune aide au fonctionnement.

En outre, un des risques adossés à ces opérations temporaires est de réifier une image du quartier qui colle à l'identité des futures populations installées une fois le projet d'aménagement livré. L'opération Ground Control¹⁸, un dépôt ferroviaire désaffecté détenu par la SNCF près de la Gare du Nord, dans le 18^e arrondissement de Paris, devenu le lieu éphémère festif de l'été depuis le lancement de l'appel à projets en 2015, prolongé par une opération similaire dans le 12^e arrondissement de Paris en 2017, inaugure selon Jean-Laurent Cassély, « une ère de standardisation de l'urbanisme en friche¹⁹ ».

Illustration typique du « front de gentrification²⁰ » analysé par Anne Serval dans sa recherche sur « les dynamiques spatiales de la gentrification à Paris²¹ », première incursion dans un quartier encore peu concerné par la gentrification, qui la précède et l'anticipe, Ground control est révélateur de cette dissonance chez les collectifs animateurs, qui par leur action bienveillante, finissent par créer de la valeur.

Les collectifs seraient-ils des catalyseurs de gentrification²² ?

Leur arrivée [sur un espace disqualifié] en change l'ambiance. Des ménages s'installent peu à peu, attirés par la présence des [collectifs] et l'image bohème qu'ils confèrent au quartier. Cette phase de la gentrification voit se développer les cafés et restaurants branchés, les boutiques de designers locaux, les librairies spécialisées, les galeries, autant de commerces qui transforment le quartier en lieu de balade pour les citadins. Plus ou moins simultanément à ces processus, des investissements publics ou privés permettent une revalorisation immobilière du quartier²³.

Les occupations temporaires de lieux désaffectés ou abandonnés reconvertis en nouvelle centralité festive et culturelle ont des effets sur l'environnement social et urbain de leur quartier et peuvent devenir source de tensions entre population d'origine et néo-arrivants au pouvoir d'achat plus élevé, attirés par la proximité d'une offre événementielle faisant échos à un mode de vie « bohème » et « écolo ».

L'horizon d'une standardisation sur fond de compétition territoriale

Si la posture des collectifs est effectivement un moyen de s'écarter d'une pensée dominante en matière d'urbanisme, une possibilité d'agir de manière transdisciplinaire et participative, elle reflète également une société entrée dans l'ère de l'hypermodernité, « dans laquelle les forces oppositionnelles à la modernité démocratique et individualiste ne sont plus structurantes, où les grandes visées alternatives ont disparu, où la modernisation ne rencontre plus de résistances organisationnelles et idéologiques de fond²⁴ ».

20. *Idem*.

21. Anne Clerval, « Les dynamiques spatiales de la gentrification à Paris », *Cybergeo : European Journal of Geography*, Space, Society, Territory, document 505, 20 juillet 2010, [en ligne] <http://journals.openedition.org/cybergeo/23231> ; DOI : 10.4000/cybergeo.23231

22. Apparu dans les années 1960 sous la plume de Ruth Glass, le mot a précédé le phénomène, réellement apparu dans les années 1980 avec l'essor du capitalisme mondial ; il désigne l'embourgeoisement urbain d'un quartier populaire.

23. Éric Charmes et Elsa Vivant, (2008), « La gentrification et ses pionniers : le rôle des artistes off en question », *Métropoles*, 3, 2008, [en ligne] <http://metropoles.revues.org/1972>

24. Gilles Lipovetsky, (2004), *Des temps hypermodernes*, Grasset, Paris.

17. Fabienne Bouloc, (2016), « Urbanisme temporaire : Paris montre l'exemple », *Demain la ville*, [en ligne] www.demainlaville.com/urbanisme-temporaire-paris-montre-lexemple

18. www.groundcontrolparis.com

19. Jean-Laurent Cassély, (2017), *op.cit.*

Foncière au profit des propriétaires. Ground Control, Paris 12^e arr., 2018



GROUND CONTROL

Si certains collectifs ont comme référence l'atelier populaire de l'ex-École des beaux-arts à Paris, créée lors des événements de mai 1968, et les luttes urbaines et la formation de groupes d'action municipaux des années 1960, si le « droit à la ville » d'Henri Lefebvre²⁵ et la notion de « condensateur social » sont souvent cités, la plupart des collectifs alternatifs ne revendiquent pas une approche politique. Exit l'atelier d'urbanisme insurrectionnel, la politisation se fait plus par accumulation d'expériences heureuses, malheureuses, voire frustrantes. Si l'urbanisme alternatif n'est plus synonyme de subversif mais de festif, c'est qu'il vient proposer des projets fondés sur une expérience partagée.

Au temps de l'éphémère, en effet, semble correspondre souvent un espace de l'exception, de l'extra-ordinaire, espace où précisément peuvent s'exprimer de puissantes manifestations d'ordre symbolique même si elles se déroulent dans de courtes durées²⁶.

L'avènement d'une logique managériale dans la gestion urbaine induite par un contexte néolibéral et décentralisé ainsi que la mise en concurrence des

territoires ont conduit les villes à se doter de stratégies de différenciation. Le poids du portage politique dans les stratégies programmatiques et la mise en visibilité des démarches portées par les collectifs rappellent en creux les expériences du socialisme municipal²⁷, réinterprétées en « convivialisme municipal ». L'urbanisme alternatif deviendrait ainsi un instrument de légitimation de l'action publique, en catalysant une offre culturelle et événementielle au service d'une logique de marketing urbain. Plus encore, nous pouvons faire l'hypothèse que ces initiatives sont, in fine, instrumentalisées afin de rendre acceptables des projets urbains antérieurement prévus : occuper l'espace « de manière festive » comme moyen de limiter les controverses. Les projets urbains alternatifs, à l'origine revendiqués comme une critique du modèle, semblent aujourd'hui servir directement ou indirectement « un nouvel esprit du capitalisme²⁸ », en tant qu'instrument de sa capacité à se transformer pour perdurer.

Du capitalisme purement économique, nous serions passés à un capitalisme socioculturel ou « de convivialité ». Le désir de posséder serait relayé par le désir de

25. Henri Lefebvre, (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos.

26. Philippe Chaudoir, (2007), « La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif », *Géocarrefour*, vol. 82/3, [en ligne] <http://journals.openedition.org/geocarrefour/2301>

27. A. Cohen, B. Lacroix et P. Riutort, (2009), « Le socialisme municipal », in *Manuel de sociologie politique*, Paris, La Découverte.

28. Luc Boltanski et Éve Chiapello, (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard (NRF Essais).

El Campo de la Cebada, juin 2011



BASURAMA

partager, d'expérimenter, de se recréer d'autre communauté d'appartenance, à l'heure où les liens de solidarité des communautés traditionnelles (religieuses, familiales, professionnelles) s'étiolent. Ce ne sont pas tant les formes et la matérialité qui se standardisent que les modalités propices à l'expérimentation de nouvelles formes d'appropriation de l'espace. En interpellant nos manières de faire et d'être en société, les pratiques des collectifs nous permettent d'entrevoir que « l'alternatif standardisé » n'est plus une contradiction si l'on revient à la sémantique du terme « alterner » : « faire produire successivement deux cultures différentes sur le même terrain pour en éviter l'épuisement²⁹. »

En outre, d'autres expériences « hors standard » existent, plus altératives³⁰ qu'alternatives, car impulsant un réel changement, telle que celle prise à contre-courant de la compétition territoriale par le Campo de la Cebada à Madrid en Espagne. Depuis le 15 mai 2011 le « champ d'orge » en français a créé une participation dite *bottom-up*, du bas vers le haut, à l'initiative d'habitants ayant invité l'administration et les associations membres à

participer au projet. Ce lieu est devenu un espace permettant aux voisins d'échanger pour prendre des décisions communautaires dans un milieu urbain de crise.

Porté par le mouvement 15-M des Indignados devant une friche restée nue durant deux ans dans le quartier dense de La Latina, cette initiative locale prend le parti de réactiver temporairement cet espace en 2011. Le Campo de la Cebada fonctionne alors comme un carré ouvert, un lieu d'action collective géré par des associations de quartier, des architectes tel que les collectifs espagnols Zuloark³¹, Todo por la praxis³², Ecosistema Urbano³³ ainsi que des agents de la culture. Dans cet espace coconstruit grâce à cette pléthore d'acteurs investis dans une démarche de coapprentissage, le Campo de Cebada vit quotidiennement par l'initiative et l'engagement volontaire des voisins apportant contributions et travail. La maintenance et la gestion de l'espace reposent sur des assemblées, avec une forte communication extérieure, ouverte et cohérente : une plateforme numérique permet la consultation permanente de documents téléchargeables ainsi qu'une mise en relation par un *mailing* commun doublé sur les réseaux sociaux.

29. Définition selon le Centre national des ressources textuelles et lexicales.

30. Définition du mot « altérer » : « rendre autre, changer, modifier » (Centre national des ressources textuelles et lexicales).

31. www.zuloark.com

32. www.todoporlapraxis.es

33. www.ecosistemaurbano.com

Les Grands Voisins



YES WE CAMP

L'exemple madrilène de Laboratorios ciudadanos soutenus par des collectifs transdisciplinaires dans un contexte de crise économique sur fond de compétition territoriale révèle les enjeux de l'expérimentation de « nouveaux modes de fabrique de la ville, fondés sur le collaboratif, la participation citoyenne et la coproduction des espaces et des services publics³⁴ ». En effet, la réussite de telles interventions ne tient pas seulement à leur capacité à répondre à des problématiques locales, par un « faire » ou un « savoir-faire », mais aussi et surtout du fait qu'elles croisent une nouvelle citoyenneté émergente, proactive en réponse à une sensation de malaise démocratique.

Le malaise démocratique n'est pas spécifique à la France, ni à l'Europe. Des facteurs sociologiques et économiques de longue durée, liés à la globalisation et à la transformation de nos sociétés, ont modifié les rapports des citoyens à la politique depuis une trentaine d'années. La toute puissance du politique qui peut « changer la vie » n'est dès lors plus perçue comme telle par les citoyens³⁵.

34. Raphaël Besson, (2016), « Les laboratoires citoyens madrilènes : la fabrique des "communs urbains" », *Urbanews*, [en ligne] www.urbanews.fr/2016/01/11/50396-laboratoires-citoyens-madrilenens-fabrique-communs-urbains

35. Bruno Cautrès, « La France a besoin d'une nouvelle étape démocratique », *Le Monde des idées*, 2016, [en ligne] www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/29/la-france-a-besoin-d-une-nouvelle-etape-democratique_4856173_3232.html#KY3KAA4QpQEjvZUS.99

Si le processus de standardisation de l'alternatif urbain ne relève pas tant de sa matérialité que des conditions particulières dans lesquelles les interventions sont construites et promues, c'est que sa condition de naissance est « globale ». Ancré localement le temps d'une intervention, l'alternatif urbain se diffuse globalement, car répondant aux problématiques intrinsèques des métropoles denses : « un émiettement de l'espace public semblant se "normaliser", raréfiant les circonstances de sociabilité et d'échange qui permettent à l'individu de prendre part et d'agir sur son environnement³⁶. »

La permanence de l'action des alternatifs, au-delà de leur empreinte urbaine éphémère, résulte d'un double ressort : les cycles urbains et la fabrication de prototypes. Leur production s'inscrit dans le cycle des calendriers culturels, mais nourrit aussi celui du design urbain : de l'expérimentation éphémère au retour d'expérience des usagers, l'espace créé devient un modèle répétable. Le *bottom-up* réifié par la fabrication de prototypes des espaces alternatifs urbains permet la généralisation d'une méthode d'intervention adaptable, laissant les idées aux mains des usagers. Ni standards, ni labels, les prototypes

36. Clara Guillaud, (2009), « Interstices urbains et pratiques culturelles », *Implications philosophiques*, [en ligne] www.implications-philosophiques.org/Habitat/Guillaud1.html



DR

situationnistes créés par l'urbanisme temporaire accompagnent la résistance de « l'homme ordinaire qui se soustrait en silence à la conformation. Il invente le quotidien grâce aux arts de faire, ruses subtiles, tactiques de résistance par lesquelles il détourne les objets et les codes, se réapproprie l'espace et l'usage à sa façon³⁷ ».

37. Michel De Certeau, (1990), *L'Invention du quotidien*, 1. *Arts de faire* et 2. *Habiter, cuisiner*, Éd. établie et présentée par Luce Giard, Paris, Gallimard.

Références bibliographiques

Besson R., (2016), « Les laboratoires citoyens madrilènes : la fabrique des "communs urbains" », *Urbanews*, [en ligne] www.urbanews.fr/2016/01/11/50396-laboratoires-citoyens-madrilenes-fabrique-communs-urbains

Boltanski L., Chiapello É., (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard (NRF Essais).

Boulouc F., (2016), « Urbanisme temporaire : Paris montre l'exemple », *Demain la ville*, [en ligne] www.demainlaville.com/urbanisme-temporaire-paris-montre-lexemple

Cassely J.-L., (2017), « Ground Control : pour la SNCF, la nouvelle vie du rail passe par les hipsters », *Slate*, [en ligne] www.slate.fr/story/125754/sncf-nouvelle-vie-du-rail-hipsters

Cautrès B., (2016), « La France a besoin d'une nouvelle étape démocratique », *Le Monde des idées*, [en ligne] www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/29/la-france-a-besoin-d-une-nouvelle-etape-democratique_4856173_3232.html#KY3KAA4QpQEjvZUS.99

Charmes É., Vivant E., (2008), « La gentrification et ses pionniers : le rôle des artistes off en question », *Métropoles*, 3, 2008, [en ligne] <http://metropoles.revues.org/1972>

Chaudoir P., (2007), « La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif », *Géocarrefour*, vol. 82/3.

Collectif Etc., (2014), « Le chantier ouvert : vers un partage du pouvoir », colloque *Les chantiers subversifs du paysage*, *ENSP Versailles-Marseille*, [en ligne] www.collectifetc.com/le-chantier-ouvert-vers-un-partage-du-pouvoir

De Certeau M., (1990), *L'Invention du quotidien, 1. Arts de faire et 2. Habiter, cuisiner*, Éd. établie et présentée par L. Giard, Paris, Gallimard.

Diguet C., Zeiger P., (2017), « Urbanisme transitoire : aménager autrement », *IAU-IDF*, n°741.

Florida R., (2002), *The rise of creative class. And how it's transforming world, leisure and everyday life*, Basic Books.

Fusulier B., (2011), « Le concept d'éthos », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 42-1, 2011, pp. 97-109.

Guillaud C., (2009), « Interstices urbains et pratiques culturelles », *Implications philosophiques*, [en ligne] www.implications-philosophiques.org/Habitat/Guillaud1.html

Illich I., (1973), *La convivialité*, Paris, Éditions du Seuil.

Lefebvre H., (1968), *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos.

Lipovetsky G., (2004), *Des temps hypermodernes*, Paris, Grasset.

Macaire E., (2010), *L'architecture à l'épreuve de nouvelles pratiques : recompositions professionnelles et démocratisation culturelle*, thèse de doctorat, Laboratoire Espaces travail.

Missika J.-L. (adjoindé à la Mairie de Paris chargé de l'urbanisme), (2016), dossier de presse « Appel à projets innovants », [en ligne] www.reinventer.paris/fr/home

Péchu C., (2010), *Les squats*, publications de Presse de Sciences Po (Contester).

Perec G., *Espèces d'espaces*, Éditions Galilée, 1974.

Vanoni L., (2017), « 8 lieux de création et de vie qui électrisent le Grand Paris », *Beauxarts.com*, [en ligne] www.beauxarts.com/guide/8-lieux-de-creation-et-de-vie-qui-electrisent-le-grand-paris

Vivant E., (2007), « Sécurisation, pacification, animation. L'instrumentalisation des scènes culturelles off dans les politiques urbaines (enquête) », *Terrains & travaux*, 2007/2, n°13, pp. 169-188.

Biographies

Common.Langage | Nicolas MONNOT – Monica BERRI

Nicolas Monnot est le cofondateur en 2005 de l'atelier d'architecture Archivox. Nicolas Monnot et Monica Berri sont architectes diplômés d'État (France et Espagne), diplômés en Design civique (2015 et 2016). En 2017, ils sont responsables des cours de Design civique en France portés par la communauté internationale CivicWise dans le cadre de l'École technique supérieure d'architecture de Madrid. La même année, ils fondent le laboratoire de recherche-action Common.Langage ayant pour but d'identifier, d'étudier, de questionner et d'accompagner la formation d'un langage commun autour des questions construisant la société contemporaine. Coordonnateur du présent article, Common.Langage travaille actuellement avec Ville en Commun et la Mairie de Paris sur le concept hérité de Henri Lefebvre de « droit à la ville » et prépare une analyse territoriale sur la notion de commun sous la direction de l'université de Louvain.

www.commonlangage.org

EsPASCes POSSIBLES ? | Frantz DANIAUD – Mathieu CIROU

Frantz Daniaud et Mathieu Cirou sont diplômés en urbanisme de l'université de Rennes 2 après des parcours en sociologie pour le premier et en aménagement du territoire pour le second. Rapidement déçus par le début de leur vie professionnelle, ils décident de compléter leur formation par une recherche *in-situ*. En 2015, ils enfourchent leurs vélos pour un tour de France à la rencontre de l'urbanisme autogéré. En 2016, un second voyage les renvoie en semi-itinérance dans dix lieux visités pour saisir le quotidien de ces groupes. Depuis, le projet et les réflexions continuent avec, au-delà des articles sur leur site et de l'activité de mise en réseau, un livre en prévision sur les communs urbains, une exposition et plusieurs conférences gesticulées en France.

www.espascpossibles.org

Vocaburba | Diane DEVAU

Diane Devau est urbaniste spécialisée dans les innovations urbaines, sociales, technologiques et les enjeux de la participation citoyenne. Auteure de *Vocaburba*, un glossaire étymologique des termes utilisés dans la fabrique de la ville, tels que « tiers-lieux », ou « agriculture urbaine », elle nourrit ses réflexions au grès de ses explorations, et met en pratique ses travaux par un exercice de sensibilisation et de médiation faisant appel à l'intelligence collective.

<https://dianedevau.wixsite.com/vocaburba>